

# NON À CE GOUVERNEMENT, OUI À LA NÉCESSITÉ D'UN BUDGET POUR LA FRANCE

**Nous revendiquons d'avoir cherché à négocier pour épargner les Françaises et les Français d'efforts supplémentaires** et d'avoir sur certains sujets réussi à éviter le pire pour nos concitoyennes et concitoyens les plus vulnérables : réindexation des retraites, abandon du déremboursement des médicaments et des consultations, abandon de l'augmentation de la taxe sur l'électricité, annulation de la suppression des 4 000 postes d'enseignants, création de 2 000 postes d'accompagnants d'élèves en situation de handicap, création et maintien de 18 000 postes de soignants, augmentation du budget de l'hôpital public, multiplication par trois du fonds d'urgence pour les EHPAD, aide aux maires pour la construction de logements, rétablissement des crédits du sport, augmentation du fonds vert, ouverture d'une conférence sur les retraites pour revenir sur la réforme injuste de 2023, création avant l'été d'une contribution sur les hauts patrimoines qui évitent l'impôt par l'optimisation fiscale,...

**A l'issue de ces discussions, le projet de loi de finances pour 2025 demeure un budget de droite.** Il n'est en aucun cas le budget qu'un gouvernement de gauche aurait proposé, en accompagnant le pouvoir d'achat, les transitions écologique et démographique, en finançant nos services publics, en soutenant la recherche et nos universités, le monde de la culture et du sport, par la justice fiscale et une solidarité accrue des plus hauts revenus et patrimoines, et des grandes entreprises.

**Nous avons en conséquence voté contre ce projet de budget au Sénat comme en Commission Mixte Paritaire.** Parce que le gouvernement ne dispose pas de majorité, il entend désormais faire passer son projet par le biais d'un 49-3.

**Par seul esprit de responsabilité et dans l'intérêt du pays et des Françaises et Français, nous prenons la décision de ne pas censurer le gouvernement au moment où la France attend de disposer d'un budget.** Nous avons entendu les inquiétudes des Françaises et des Français, nous savons les craintes des entreprises, des collectivités locales et des associations qui attendent visibilité et stabilité pour construire leur propre budget, embaucher, investir, engager leurs projets. L'absence prolongée de budget pour notre pays est un risque pour notre économie que paieraient d'abord les plus vulnérables.



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LUNDI 3 FÉVRIER



**Si nous pensons qu'il est temps de donner un budget à la France, nous n'accordons pas pour autant notre confiance à ce gouvernement qui aujourd'hui participe à la trumpisation du débat public** : attaques contre le pacte vert au niveau européen, remise en cause de l'indépendance des autorités sanitaires, abandon de la directive sur le devoir de vigilance, remise en cause de l'État de droit, "submersion migratoire", remise en cause du droit du sol à Mayotte et en Guyane, durcissement des critères de régularisation des sans-papiers, diminution des crédits de l'aide médicale d'État et de l'aide publique au développement.

Les socialistes réaffirment leur attachement à notre République, à ses valeurs, à la démocratie, à l'État de droit, aux droits humains, aux libertés publiques. **C'est pourquoi les député-es socialistes déposeront une motion appelant à la censure du gouvernement de François Bayrou, qui sera examinée après l'adoption du budget.**